

Comment assurer l'accueil humanitaire et la gestion des migrants illégaux tout en assurant la sécurité des pays d'accueil ? (Groupes armés dans les camps de réfugiés, terrorisme...)

1 - Consolider la paix dans les pays d'émigration : un premier objet de prévention

Afin de consolider la paix dans les pays d'émigration, les États peuvent financer des programmes d'amélioration de conditions de vie qui permettront de renforcer la cohésion sociale. Rappelons que l'un des problèmes auxquels font face les immigrés dans les pays d'émigration est la marginalisation. Dès lors que les immigrés ne sont pas intégrés à la société, via l'éducation ou l'emploi, ils sont plus susceptibles de se tourner vers des activités illégales, ce qui créera par la suite de nouveaux problèmes sociaux.

- **Négociations entre pays afin d'être plus vigilants**

L'OIM soutient un éventail diversifié d'activités de consolidation de la paix conçues pour prévenir, gérer et résoudre les conflits en tant que moteur de déplacement et obstacle au retour et à la réintégration en agissant aux niveaux, individuel, communautaire et institutionnel. La consolidation de la paix vise à aider les pays qui émergent d'un conflit, à réduire le risque d'y replonger et à jeter les fondations d'une paix durable et du développement. Le Programme de Paix durable pour le développement était un projet de trois ans, interinstitutionnel dont l'objectif principal consistait à promouvoir la consolidation de la paix et la gestion efficace des conflits dans les régions frontalières entre le Soudan et le Soudan du Sud en renforçant les capacités des institutions de maintien de la paix et en augmentant la sécurité et les dividendes de la paix revenant aux communautés des régions ciblées.

Consolidation de la paix dans les pays d'émigration est un objectif de prévention des conflits qui implique une approche vigilante et responsable. Les travailleurs migrants contribuent à la consolidation de la paix en participant à la reconstruction et au développement après un conflit. Les Nations Unies encouragent les États membres à s'attaquer aux causes profondes des migrations, notamment en renforçant la coopération et la gouvernance dans le domaine des prestations de sécurité sociale des migrants. La mise en œuvre effective des multiples conventions, traités, déclarations et principes relatifs aux droits de l'homme des migrants

renforcerait la protection des droits de l'homme des migrants. Les États membres sont encouragés à ériger en priorité la mise en œuvre effective des multiples conventions, traités, déclarations et principes relatifs aux droits de l'homme des migrants, ce qui renforcerait la protection des droits de l'homme des migrants.

- **Offrir aux migrants dans leur pays d'origine ce qu'ils cherchent dans le pays d'accueil**

En amont du flux migratoire, il existe des raisons fondamentales qui incitent les gens à quitter leur foyer. Il est essentiel, pour une organisation stable et humaine des migrations, de s'attaquer à ces causes profondes et de construire un monde plus stable et plus prospère pour tous. Promouvoir la paix et la sécurité dans les zones de crise est une priorité absolue. Freiner les conflits et les persécutions pourrait réduire le nombre de personnes contraintes à l'exil pour échapper à la violence et à l'insécurité. Dans le cas du Mozambique ,après une longue guerre civile, ce dernier a signé un accord de paix le 6 août 2019. Le pays a ensuite mis en œuvre un programme de démobilisation et de réintégration des ex-combattants ainsi qu'un programme de développement des zones touchées par la guerre. Cela contribue à stabiliser le pays et à réduire le nombre d'immigrants.

De même, la lutte contre le changement climatique et ses effets néfastes constitue un enjeu majeur. En atténuant les impacts environnementaux tels que les catastrophes naturelles et la dégradation de l'environnement, cela pourra limiter les déplacements de population provoqués par ces événements. L'Éthiopie est l'un des pays les plus touchés par le changement climatique. Le pays a mis en œuvre des plans pour lutter contre la déforestation et la dégradation des terres et développer les énergies renouvelables. Cela contribue à atténuer les effets du changement climatique et à réduire les migrations forcées. D'un autre côté, l'investissement dans le développement local est essentiel pour offrir des opportunités concrètes aux immigrants. Stimuler la croissance économique, créer des opportunités d'emploi et garantir un environnement stable sont des conditions préalables pour freiner l'exode de la population. A l'exemple du Maroc, ce dernier a mis en place des programmes de développement pour les zones rurales, d'où proviennent de nombreux migrants. Ils ont pris l'initiative d'adapter les rassemblements communautaires traditionnels ou de former des associations de droit modernes pour l'eau potable, l'électricité, les pistes et routes rurales. Ces

programmes ont contribué à améliorer les infrastructures et à créer des emplois, encourageant ainsi certains migrants à rentrer chez eux. Les politiques publiques peuvent jouer un rôle important pour déterminer les trajectoires d'intégration des immigrants. Les politiques des pays d'accueil telles que les cours de langues ou les programmes dynamiques en faveur du marché du travail qui ciblent explicitement l'intégration économique et sociale des immigrants constituent évidemment des mesures importantes. Par exemple, compte tenu des nombreuses études qui associent la compétence linguistique des immigrants à leur performance économique (exemple : Chiswick, 1991 ; Dustmann et Fabbri, 2003 ; Bleakley et Chin, 2004), il est naturel de s'attendre à ce que les cours de langue dispensés aux immigrants améliorent leur performance sur le marché du travail.

Depuis la fin des années 1960, certains pays, comme la Suède, proposent des programmes d'introduction aux immigrants récemment arrivés. Les programmes d'introduction visent typiquement à aider les immigrants à développer des compétences devant faciliter leur intégration économique et sociale. Ainsi ces programmes proposent un mélange de formation de langue, de cours de recherche d'emploi, d'accès à l'emploi subventionné, de validation de l'éducation et de l'expérience professionnelle acquises avant d'immigrer, mais surtout de l'information sur les normes, les valeurs, l'histoire et les traditions culturelles du pays d'accueil. En France, c'est l'État qui choisit de prendre en charge les politiques d'intégration des immigrants. Les politiques publiques relatives à l'intégration des immigrants touchent des domaines de la vie sociale : logement, emploi, éducation, actions sociales, actions culturelles, communication, etc. Le gouvernement insiste sur l'assimilation des immigrants à la culture et aux valeurs françaises. Ainsi, ces politiques renforcent la cohésion sociale dans le pays et peuvent contribuer à promouvoir la paix.

2 - Les dangers que représentent l'accueil des immigrants

L'accueil des immigrants représente en effet plus de dangers que l'on pourrait l'imaginer. Tout d'abord, comme nous l'avons pu constater avec les attentats qui ont eu lieu en France en 2015, les immigrants peuvent s'avérer cibles de **radicalisation**, notamment islamiste. De plus, ce sont principalement les jeunes qui se font radicalisés dès lors qu'ils sont **marginalisés**, c'est-à-dire exclus de la sphère sociale. Les États, quelquefois, ne réagissent pas comme il le faut, ils ne viennent pas immédiatement en aide aux immigrants qui en ont gravement besoin.

En Afrique, notamment dans les pays du littoral, la **piraterie** devient un danger pour la population locale qui se trouve en insécurité. Il existe également le risque d'**exploitation** de ces immigrés dans les pays qui les accueillent, ce qui porte ainsi atteinte à leurs droits et libertés. De plus, bien que l'immigration puisse parfois aider à développer l'économie du pays d'accueil, lors de l'envoi d'argent vers le pays d'origine, il y a un **impact sur le taux de change** du pays d'accueil. Dans le pays d'origine, bien que ces envois bénéficient aux familles, l'immigration cause une baisse de main d'œuvre disponible, donc une réduction de la production et donc de la croissance économique du pays.

3 - la sécurité des pays d'accueil, une cause qui implique différents acteurs et mesures

Éducation et Formation : Assurer un accès équitable à l'éducation et à la formation professionnelle pour les migrants. Cela les aidera à acquérir les compétences nécessaires pour s'intégrer sur le marché du travail.

Langue : Favoriser l'apprentissage de la langue du pays d'accueil, car la communication est essentielle pour l'intégration sociale et professionnelle.

Respect de la Diversité Culturelle : Encourager le respect et la compréhension mutuelle entre les différentes communautés, en promouvant la diversité culturelle et en sensibilisant la population locale aux différentes traditions. Accès aux Services Sociaux : Assurer un accès équitable aux services sociaux tels que la santé, le logement et l'emploi, de manière à garantir une égalité des chances.

DANGERS	SOLUTIONS
Surcharge sur les services publics : Un fort flux migratoire exerce une grande pression sur les services publics tels que les hôpitaux, écoles, hébergements pour les sdf et les aides sociales. Ceci entraîne une difficulté pour répondre aux besoins de la population locale	Investissements dans les services publics : Faire un don (Argents, équipements, fournitures, etc...) pour renforcer les services publics afin de répondre aux besoins des migrants et la population locale.
Risque de criminalité : Certains migrants peuvent s'unir et s'associer à des activités criminelles, ce qui préoccupe la sécurité publique.	Stratégies de lutte contre la criminalité : Cree des mesures pour lutter contre la criminalité par le renforcement des forces de l'ordre pour contrôler les activités criminelles.

Pression sur l'emploi : Les migrants étant intégrés dans le marché de travail suscite des chômeurs ou de baisse des salaires parmi la population locale.	Politiques d'emploi équilibrées : Cree une politique d'emploi qui favorise l'intégration des migrants sur le marché du travail.
Problème des santés publics: Un grand flux migratoire peut être cause d'une propagation de maladies transmissibles. Ainsi, l'accès aux soins de santé sera saturé.	Mesures de santé publique : Mettre en place des mesures de santé publique efficaces pour prévenir la propagation des maladies et assurer un accès équitable aux soins de santé pour les migrants et la population locale.
Coûts économiques : L'intégration des migrants représente un coût économique pour le pays d'accueil (Programmes d'intégrations)	Investissement dans l'éducation et la formation professionnelle : Les pays d'accueil peuvent renforcer les compétences de la main d'œuvre des immigrés grâce à un investissement dans l'éducation professionnels des migrants, ceci permettra aux migrants de contribuer à l'économie locale plus tard.
Tensions sociales : L'arrivée des migrants suscite des tensions sociales entre la population locale et les migrants. Cette tension peut être exprimée par le racisme.	1-Politiques d'intégration efficaces : Installer un programme d'intégration (apprentissage de la langue, accès à une formation professionnelle, etc...). 2-Éducation et sensibilisation : Sensibiliser les locaux aux avantages de l'immigration et lutter contre la discrimination contre les migrants à travers des programmes éducatifs et des campagnes d'info.
Impact sur la culture et l'identité nationale : Les migrants ayant des cultures différentes menacent les valeurs et l'identité nationale des pays d'accueil.	Promotion de la diversité culturelle : Valoriser la diversité culturelle en initiant des évènements culturels et en promouvant le dialogue interculturel.

I - Lieux de migrations et les mesures de sécurité prises

Dès la Seconde Guerre Mondiale, de nombreux pays se sont vus accueillir des migrants. Migrants qui fuient l'insécurité sociale alors présente dans leurs pays. Si autrefois il était question de migrants européens, aujourd'hui, on parle principalement de migrants illégaux venus des quatre coins du monde.

Selon www.histoire-immigration.fr, 30% des migrants illégaux viennent de l'Asie-Pacifique, 23% de pays européens ne faisant pas partie de l'Union Européenne, 21% d'Afrique du Nord, 17% d'Afrique subsaharienne et enfin 8% des Amériques. En 2017, le Pew Research Center comptait entre 3,9 et 4,8 millions de migrants illégaux, la plupart ayant été accueillis en Allemagne, en Grande-Bretagne, en Italie et en France. Ces quatre pays accueillent 70% des migrants illégaux. En revanche, en Afrique est aussi question de migration interne avec des pays d'accueil tels que le Maroc, la Côte d'Ivoire ou encore l'Afrique du Sud, les zones considérées comme les plus riches et les plus attrayantes d'une perspective économique. De nos jours, de plus en plus d'immigrants fournissent de faux papiers pour avoir plus de chances d'être accueillis. Or, cela va entraîner des enjeux sociaux dès lors que les États ne sauront plus si ce migrant peut porter atteinte à la sécurité de la société. Face à ce danger, les États doivent mettre en place des mesures adéquates.

II - Les lois qui permettent d'assurer la sécurité des migrants:

Les migrations se font vers divers pays comme les Etats-Unis, l'Allemagne, le Canada. Et les migrants peuvent rencontrer divers problèmes et des dangers dans ces pays d'accueil: des discriminations, des exploitations, des difficultés d'accessibilité aux logements, accès aux soins de santé et aux services sociaux. Un immigrant sur cinq (20 %) a déclaré avoir rencontré des problèmes pour payer des soins de santé au cours de l'année écoulée, et une proportion similaire (22 %) affirme avoir reporté des soins au cours de la même période. Pour lutter contre ces problèmes et assurer la sécurité des migrants, des lois et des traités sont mis en place:

- **La Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et son Protocole de 1967**, un traité international qui voit la participation de 169 pays. Ce traité assure le droit des migrants a ne pas être renvoyés dans un pays où ils seraient persécutés (non-refoulement), le droit d'accès à une protection et une assistance juridiques, le droit d'accès aux services de santé de base et davantage...
- **Affordable Care Act (ACA)** mise en place aux États Unis, aussi connu comme Obamacare, permet aux migrants d'avoir un accès à une couverture de santé. En effet, cette loi américaine adoptée en 2010, permet aux migrants légaux d'acheter une assurance de santé et ne pas être pénalisés pour leur statut migratoire.

Néanmoins, les personnes immigrantes en situation irrégulière et illégales (les migrants sans documents officiels) ne peuvent pas bénéficier de l'ACA.

Le Canada a mis en place une **Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés** (loi constitutionnelle 2001, chapitre 27) ce programme pour les réfugiés vise avant tout à sauver des vies et à protéger les personnes de la persécution ; de promouvoir, à l'échelle internationale, la sécurité et la justice par l'interdiction du territoire aux personnes et demandeurs d'asile qui sont de grands criminels ou constituent un danger pour la sécurité.

- **La Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille**, reconnaît que tous les travailleurs migrants ont droit à une protection juridictionnelle dans le cadre du régime international des droits de l'homme. Cette Convention accorde aux migrants en situation régulière et irrégulière les droits civils et sociaux et le droit du travail . Elle reconnaît aussi que les travailleurs dépourvus de documents ou en situation irrégulière sont fréquemment employés dans des conditions de travail moins favorables que d'autres travailleurs . Cette loi vient en réponse au phénomène des travailleurs migrants exposés à des risques importants en traversant les frontières pour travailler dans des secteurs à forte densité de main-d'œuvre pour des salaires très inférieurs aux normes minimales légales, confrontés souvent à des employeurs peu scrupuleux qui n'hésitent pas les faire expulser lorsqu'ils n'ont plus besoin d'eux.

III - Les moyens et les solutions envisagés pour lutter contre les dangers de l'accueil des immigrés:

Pour lutter contre les dangers de l'accueil des immigrés, le pays concerné peut avoir recours à de multiple moyens et solutions, parmi elles :

- L'intégration des migrants dans les pays d'accueil.

En effet, l'intégration des migrants peut être faite par le billet de l'accès à l'éducation, notamment à l'apprentissage de la langue du pays d'accueil.

- L'organisation de programmes d'intégration culturel peut également être un élément important. L'apprentissage de l'histoire et de la culture de la population du pays

d'accueil au migrant facilite leur intégration mais encore, assure leur santé en leur garantissant un accès au service de santé peut être un élément contribuant à leur assimilation dans le pays.

- La communication diplomatique est essentielle pour résoudre les tensions migratoires. Cela peut être fait par l'intermédiaire d'organisations internationales telles que L'union européen, l'ONU et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Cela permet au pays de construire des systèmes plus convenables pour les migrants et les pays d'accueil.

Pour illustrer ces points, prenant pour exemple l'inflation migratoire qui a touché l'Europe en 2015. L'intensification du conflit en particulier en Syrie a conduit à une augmentation significative du nombre de réfugiés cherchant à rejoindre l'Europe via la Turquie. Les périls de la traverser ont infligé un nombre significatif de morts en méditerranée.

Le pays européen qui a principalement été touché est la Grèce qui a été submergée par l'arrivée massive de migrants fuyant les conflits de leur pays.

- Pour gérer l'afflux de réfugiés, L'Union européenne a fourni une assistance financière et logistique à la Grèce. Par exemple, une aide financière de plusieurs millions d'euros leur a été accordée pour la gestion des migrants. -S'ajoute à cela, l'Allemagne qui décide d'accueillir un nombre important de réfugiés syriens. En 2015, l'Allemagne a accueilli environ 890 000 demandeurs d'asile, dont une grande partie étaient des Syriens, soit près de 1% de sa population.
- En échange d'une aide financière de 6 milliards d'euros, l'Union européenne a conclu un accord avec la Turquie. Cet accord avait pour but que pour chaque migrant syrien renvoyé de la Grèce vers la Turquie, un autre réfugié syrien serait réinstallé légalement dans l'UE, dans la limite de 72 000 migrants. Cependant, à la fin de 2017, seulement environ 25 000 réfugiés avaient été réinstallés, représentant environ 35% de l'objectif.

Les dix nationalités les plus représentées chez les migrants entrés clandestinement en Grèce et en Italie 2011-2015

Pays de nationalité déclarée	Taux d'acceptation des demandes d'asile (%)*	Nombre de migrants entrés en Grèce et en Italie				
		2011	2012	2013	2014	2015
Syrie	94,6 %	947	8 507	18 972	74 461	462 689
Afghanistan	53,3 %	17 841	18 323	6 924	13 685	186 617
Érythrée	86,6 %	1 060	2 351	10 406	34 470	37 815
Irak	66,8 %	4 514	8 485	1 721	5 522	64 417
Albanie	4,4 %	11 982	12 374	5 497	7 299	16 077
Pakistan	21,4 %	5 960	807	2 835	8 834	25 044
Nigeria	29,0 %	28 827	2 874	925	1 674	22 044
Somalie	62,7 %	1 834	2 355	739	1 701	16 499
Bangladesh	10,9 %	2 486	417	1 723	9 535	9 090
Tunisie	8,4 %	2 429	3 944	4 205	7 520	1 023
Tous pays		119 635	90 145	82 684	247 262	952 246
Taux d'acceptation des demandes d'asile pour les réfugiés (%) **		33,5 %	47,9 %	62,9 %	70,9 %	75,7 %

▪ Comment alors éviter le sentiment d'isolement chez les migrants

Il faut donc beaucoup travailler pour faire en sorte que les migrants ne se sentent pas isolés. Il faut donc faire en sorte que leurs cultures et leurs traditions ne soient pas rejetées.

En effet, les migrants ont très souvent des pratiques linguistiques et culturelles qui diffèrent de celles du pays d'accueil. Il faut alors adapter les lois et les politiques aux traditions et aux besoins des migrants, tout en respectant les valeurs et les normes locales, pour promouvoir leur intégration culturelle et sociale et réduire l'isolation. Ainsi des programmes sont mis en place dans des pays tels que le programme "Welcome with Dignity au Canada", qui a commencé en 2016, offrant des services d'accueil et d'intégration aux réfugiés et aux migrants, en tenant compte de leurs besoins culturels et sociaux. On a aussi, le programme "Integration through Education" en Allemagne, qui a commencé en 2016, qui offre des cours de langue et de culture allemande aux réfugiés et aux migrants, afin de faciliter leur intégration dans la société allemande.

Toutefois, assurer la liberté religieuse est aussi d'une importance extrême. Les autorités locales et nationales doivent garantir la liberté religieuse des migrants en permettant la construction de

lieux de culte, en reconnaissant les jours fériés et les célébrations religieuses des communautés migrantes. De plus, il faut faire naître chez les migrants un certain sentiment d'appartenance. Il faut alors encourager le fait qu'ils participent davantage pour un sentiment d'inclusion dans la communauté. Pour cela, il faut encourager leur participation dans la vie culturelle et sociale du pays, en créant des espaces de dialogue et de décision où les migrants peuvent exprimer leurs préoccupations et contribuer à la vie de la communauté, en soutenant leurs initiatives culturelles. Il faut encore adapter les politiques éducatives pour permettre aux migrants de préserver leur langue et leur culture d'origine, en offrant des cours de langue et de culture, en reconnaissant les diplômes et les qualifications obtenus dans leur pays d'origine, pour qu'ils ne se sentent pas traités différemment.

Pour ne pas se sentir nostalgique et pour assurer la diversité au sein de la communauté, il faut permettre l'importation et la vente de produits alimentaires traditionnels des migrants. Il doit y avoir des restaurants et des aliments qui invitent les migrants à partager leur culture et leurs traditions avec la communauté qui les accueille.

Enfin, les États doivent instaurer des lois promulguant le droit de travail des étrangers. Le travail assure l'intégration sociale et économique de chaque individu dans la société, c'est ce qui leur permet d'assurer leurs besoins vitaux. De plus, le milieu professionnel permet aux migrants de développer des liens sociaux, s'intégrant alors dans le nouveau milieu social. En effet, en France une loi du travail des étrangers a été mise en place qui leur permet d'exercer des métiers sans papiers à titre exceptionnelle (BTP, aides à domicile, restauration...), aujourd'hui, grâce à une carte de séjour "travailleur temporaire" ou "salarié". La question des réfugiés reste aujourd'hui très complexe pour les États et les instances internationales. En effet, chaque année plusieurs personnes se trouvent hors de leur pays d'origine en raison d'une crainte de persécution, de conflit, de violence ou d'autres circonstances qui ont gravement bouleversé l'ordre public et qui, en conséquence, exigent une « protection internationale ». Ces réfugiés qui s'installent dans d'autres pays en vue de se protéger sont bien souvent un "handicap" pour les pays qui les accueillent. Cela peut s'expliquer par l'insuffisance de moyens de ces pays pour assurer leur sécurité à long terme ou parce que ce phénomène, qu'est la migration, de plus en plus croissant, crée une instabilité politique pour les pays d'accueil. Il s'agirait de comprendre qui sont ces réfugiés. Ensuite quels sont les moyens mis en place pour assurer leur sécurité, tout en protégeant les pays d'accueil.

CONTEXTE

Depuis ces vingt-cinq dernières années, l'Union européenne a été mise au défi de la question migratoire et confrontée à des mouvements migratoires appartenant à des profils divers: regroupement familial, demandeurs d'asile, étudiants, élites qualifiées, migrants à la recherche de travail, mineurs isolés. Contrairement au passé, les migrations de travail sont devenues très faibles en nombre en Europe par rapport aux autres flux de regroupement familial, d'asile, d'études. L'Union européenne reste la première destination migratoire au monde en termes de flux, devant les États-Unis (seconds), les pays du Golfe (troisièmes) et la Russie (quatrième), autres grands pôles migratoires. Mais, alors que les flux Sud-Nord occupent l'essentiel des débats, les flux se dirigeant vers le sud de la planète (120 millions: Sud-Sud et Nord-Sud) ont rejoint en nombre les flux se dirigeant vers le Nord (120 millions: Sud-Nord et Nord-Nord), pour 240 millions de migrants internationaux, soit 3,2 % de la population mondiale. Il s'y ajoute 740 millions de migrants internes dans leurs propres pays: un milliard d'habitants sur sept sont donc en situation de migration. De nouveaux migrants, les femmes (51 % des migrants internationaux), les déplacés environnementaux (au nombre de 40 millions), les flux de réfugiés (60 millions), les mineurs isolés, les seniors installés au soleil, les migrations Nord-Nord liées à la crise économique en Europe expliquent cette redistribution des migrations à travers le monde.

Aujourd'hui, l'Union européenne est entourée de pays en guerre ou en conflit intérieur, qui ont produit des flux de réfugiés au sens large (plus souvent demandeurs d'asile que réfugiés statutaires, mais tous migrants forcés) d'une ampleur exceptionnelle, avec 625000 demandeurs d'asile en 2014, contre environ 200000 par an en moyenne les années précédentes. Rappelons toutefois qu'au lendemain de la chute du rideau de fer, l'Europe avait été confrontée, au début des années 1990 à 500000 demandes d'asile par an, venues de l'est en y incluant l'ex-Yougoslavie, sans compter les désenchevêtrements ethniques dont les Aussiedler (Allemands ethniques) ont formé les plus gros contingents (deux millions sont venus s'installer en Allemagne en y acquérant la nationalité allemande, alors fondée sur le droit du sang). Ces flux viennent actuellement de Syrie (4 millions ont migré à l'étranger sur 6 millions de déplacés), d'Irak, de Libye (ancien filtre des migrations subsahariennes vers l'Union européenne, par le biais d'accords bilatéraux conclus notamment avec l'Italie), de la corne de l'Afrique (Érythrée, Somalie). Après une période de frilosité et d'atermoiements, le discours d'Angela Merkel, le 7 septembre 2015, déclarant l'Allemagne prête à accueillir 800 000 demandeurs d'asile durant l'année 2015 et la proposition de M. Juncker de partager 120 000 demandeurs d'asile entre

les pays européens ont lancé les bases d'un nouveau tournant migratoire. Les valeurs de l'Union européenne, solidarité entre pays européens, respect des droits de l'homme et du droit d'asile, sont alors mises à l'épreuve de la réalité. La photo, diffusée dans le monde entier, du petit Syrien de trois ans, mort sur la plage turque de Bodrum à la suite du naufrage du bateau conduisant sa famille de Syrie vers la Grèce, a participé à cette remise en question de l'approche sécuritaire qui a dominé la politique d'immigration et d'asile en Europe ; Les valeurs de l'Union européenne sont mises à l'épreuve de la réalité, la répression et la criminalisation du séjour irrégulier. On compte, en effet, 30 000 morts aux portes de l'Union européenne de 2000 à 2015 et six morts par jour du 1er janvier au 31 août 2015 en Méditerranée, soit 3 000 durant l'année 2015.

I - La plupart des réfugié.e.s politiques nécessitant de passer une frontière à pied pour fuir un conflit sont bien souvent des réfugiés venus de pays sous-développés, voire dans les pays en développement. Lorsque ces migrants décident de trouver exil dans un autre pays, le choix est rapidement fait puisque la plupart du temps, ils optent pour des pays voisins avec une politique quelque peu stable, du moins plus stable que celle de leur pays. C'est le cas des réfugiés palestiniens qui se réfugient majoritairement dans les pays voisins, que ce soit en Jordanie, en Syrie ou au Liban. Il existe des cas similaires en Afrique avec les réfugiés d'Afrique Subsaharienne qui s'exilent en Afrique du Nord, et plus particulièrement au Maroc, en Algérie et en Tunisie. Cependant, et malheureusement d'ailleurs, ces réfugiés souffrent, dans les pays d'accueil, d'une connotation qui justifierait, selon ceux-ci, une absence de leurs droits humains. En effet, dans les années 1970, les Palestiniens se sont réfugiés en Jordanie et au Liban. Cela a quelque peu mené à une instabilité politique, toujours d'actualité, au Liban. Face à cela, en 1975, des milices chrétiennes libanaises ont fait appel à l'armée israélienne pour "débarrasser le Liban de ces réfugiés palestiniens" dont ils ne voulaient pas. La Jordanie a également bombardé des camps de réfugié.e.s palestiniens durant cette même période. Une question des droits de l'homme d'autant plus délicate à aborder lorsqu'on voit les conditions de vie dans les camps de réfugiés en Jordanie ou au Liban, et cela même aujourd'hui.

En Afrique, les conditions de vie des réfugiés subsahariens ont beaucoup fait polémique. Si au Maroc et en Algérie, les conditions sont mauvaises, elles restent meilleures que celles en Tunisie. En Tunisie à cause d'un racisme très présent, les réfugiés subsahariens sont délaissés à tel point qu'ils se retrouvent à devoir vivre le désert aride tunisien, parfois sans eau ni nourriture. Cela a d'ailleurs causé la mort de plusieurs migrants. La question

des réfugiés en République démocratique du Congo est elle aussi alarmante. En effet, depuis mars 2022, 3,3 millions de personnes ont été déplacées dans les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de l'Ituri. Les violations des droits humains à l'encontre des populations civiles s'y sont multipliées depuis lors. Une vague de violence dans la province du Nord-Kivu entre octobre et novembre 2023 a coûté la vie à des dizaines de civils et contraint au déplacement d'au moins 450 000 personnes, ce qui a accru la pression sur les communautés d'accueil. Les besoins en matière de protection augmentent rapidement, car la récurrence de la violence empêche les populations déplacées de rentrer chez elles et de reprendre leur activité. De plus, les conditions de vie dans les sites où les populations se sont spontanément établies se détériorent.

II- Comment favoriser les conditions de vie de ces personnes exilées qui ,une fois installées dans ces pays d'accueil, vivent dans des centres de détention où les conditions de vie sont inhumaines. Comment épargner ces réfugiés des habitations surpeuplées, des tortures, des humiliations, des agressions sexuelles ou encore de la famine. Par quels moyens peut-on finalement garantir les droits humains de ces réfugiés négligés ?

Au Liban, par exemple, pour garantir la sécurité des migrants arméniens, ces derniers ont reçu la possibilité de devenir citoyen à partir du mois de septembre 1924. De plus, la construction d'espaces dédiés à leur communauté comme le Bourj Hammoud, encadrés par leurs représentants religieux et politiques, permet à l'identité arménienne de survivre à l'exil. Plusieurs journaux en langue arménienne, des églises, des écoles, une université (Haigazian), des chaînes radiophoniques maintiennent la culture arménienne. Acteurs dynamiques de la société, de l'économie et de la politique libanaise, les Arméniens du Liban collaborent aussi activement avec la diaspora arménienne américaine, soviétique et européenne pour la préservation de la nation. La situation congolaise quant à elle voit l'intervention du Haut Commissariat des Réfugiés , le HCR et ses partenaires fournissent une assistance vitale aux populations déplacées dans les conditions les plus difficiles. Il fournit des abris bâchés, des couvertures, des casseroles et des kits d'hygiène pour les femmes et les jeunes filles, qui représentent la majorité des personnes déplacées. Le HCR dirige également les efforts visant à améliorer l'accès aux services de protection tels que les services de soutien psychosocial pour traiter les traumatismes, en mettant particulièrement l'accent sur les besoins des groupes les plus vulnérables, tels que les femmes, les enfants, les personnes âgées et les personnes présentant des besoins spécifiques.

III - Les moyens législatifs mis en place pour lutter contre la migration illégale empêchent un très grand nombre de réfugiés de bénéficier de leurs droits humains. Au sein de l'Union Européenne, afin de contrôler les migrants aux frontières, ces réfugiés qui fuient leurs pays peuvent faire une demande d'asile. Par demande d'asile, on entend une personne demandant la reconnaissance de la qualité de réfugié et qui bénéficie du droit de se maintenir provisoirement sur le territoire dans l'attente d'une décision de justice. Malheureusement, cette demande d'asile n'est pas donnée à tout le monde. Bien que les refus de demande d'asile aient pour but de quelque peu protéger les pays d'accueil d'une trop forte immigration, en refoulant ces demandes d'asile, ces États refoulent des personnes qui se doivent de revenir dans leur pays, pays où leurs vies sont grandement menacées. Afin de se protéger aujourd'hui, les pays d'accueil, notamment en Europe, mènent des politiques qui ont pour but de dissuader les réfugiés de s'installer dans ces pays.

IV - Les pays les plus pauvres du monde continuent de porter le fardeau de la crise mondiale des réfugiés. Les régions en développement du monde accueillent 84 pour cent de tous les réfugiés. Selon les derniers chiffres du HCR, l'Allemagne est le seul pays européen dans une liste des 10 principaux pays d'accueil de réfugiés, ce qui signifie que certains des pays les plus pauvres du monde portent le lourd fardeau d'une crise mondiale croissante des réfugiés. Cela expose les millions de personnes qui fuient la guerre et la persécution dans des pays comme la Syrie, le Soudan du Sud, le Venezuela, l'Afghanistan et l'Irak à une misère et une souffrance intolérable. Il y a un petit nombre de pays plus pauvres qui ont dû faire beaucoup trop simplement parce qu'ils sont voisins d'une crise. Cette part inégale aggrave le problème mondial des réfugiés, car les conditions inadéquates dans les pays d'accueil poussent de nombreuses personnes à entreprendre des voyages dangereux tandis que les femmes, les filles et d'autres personnes vulnérables sont exposées à des abus et à l'exploitation. Les pays les plus riches doivent assumer davantage de responsabilités en augmentant leur soutien financier aux pays qui accueillent un grand nombre de réfugiés; en plus d'offrir des options d'asile et de réinstallation sûres aux groupes vulnérables.